

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2017)
Heft: 2180

Artikel: Du quantitatif au qualitatif : Faut-il continuer de courir après une productivité insaisissable et une mondialisation destructrice?
Autor: Ghelfi, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014388>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Du quantitatif au qualitatif

Faut-il continuer de courir après une productivité insaisissable et une mondialisation destructrice?

Jean-Pierre Ghelfi - 03 octobre 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32203>

L'affaire est tout sauf nouvelle. Depuis quelques années, journaux, études et rapports officiels nous disent et répètent que la productivité en Suisse est à la traîne. La *Neue Zürcher Zeitung* en particulier n'a cessé de taper sur ce clou au cours des derniers mois.

Cependant, le dernier rapport du World Economic Forum (WEF) consacré au [Global human capital 2017](#) propose une autre approche. Il montre qu'à l'ère des Gafa ou Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), tout à la fois informatique, numérique et en réseau, le capital humain compte désormais davantage que le capital monétaire. La société serait en train de passer du capitalisme au talentisme – si l'on peut oser ce néologisme.

La croissance à long terme dépendra de la capacité des pays à investir en priorité dans la formation. La Suisse figure même au premier rang, pour la neuvième année consécutive, dans le classement établi par le WEF. Lequel considère également que des marchés du travail réglementés contribuent à renforcer la capacité concurrentielle. Autant d'appréciations un peu inattendues de la part de cette fondation peu connue pour afficher des positions critiques sur l'organisation et le fonctionnement de l'économie

libérale. De quoi nous fournir du grain à moudre.

Références multiples

Selon le [Dictionnaire suisse de politique sociale](#), «Dans son acception la plus simple, la productivité du travail mesure la quantité d'un bien ou d'un service produite par heure de travail. Si l'on pousse l'analyse plus loin, il s'agit de distinguer la productivité physique et en valeur, selon que la production considérée est mesurée en unités physiques ou en termes monétaires. Si la première mesure est influencée essentiellement par les progrès technologiques ou la variation du stock de machines disponibles qui permettent de produire plus avec le même nombre d'heures de travail, la seconde peut varier non seulement en raison de ces deux paramètres mais aussi du fait des modifications du prix des biens ou des services produits.»

A l'aune de cette définition, calculée à partir des statistiques relatives au PNB/PIB, l'économie helvétique serait en panne de productivité. Les références sont multiples. Ainsi [Le Temps](#) affirme en titre que «La productivité en Suisse est moins élevée que dans les pays voisins» tandis que le mensuel [Bilan](#) se réfère à une étude de l'OCDE qui recommande à la

Suisse d'augmenter sa productivité. De son côté, le [Seco](#) se montre préoccupé par la faible croissance de la productivité en Suisse. Quant à la NZZ, elle affirme que «la Suisse doit sans délai renforcer sa productivité». Le [même quotidien](#) titre, sans point d'interrogation, «Pourquoi la croissance est bloquée en Suisse».

L'affaire est entendue

Les appels à se préoccuper d'une amélioration constante de la productivité se fondent sur le fait qu'elle serait à la base de la croissance économique. Se laisser distancer par nos concurrents qui feraient mieux que nous compromettrait à terme non seulement notre niveau de vie, mais aussi une situation durable de plein emploi ou de quasi-plein emploi. Sur cette base, l'affaire est entendue: qui n'avance pas recule. Donc, au fond, nous n'avons pas le choix.

La détermination de la productivité est loin d'être aisée. Certains ne doutent pas des chiffres établis par les statisticiens. D'autres vont jusqu'à dire que ces calculs sont biaisés, voire trompeurs, parce qu'ils ne parviennent pas à intégrer les changements constants dans l'économie. Lorsque celle-ci était principalement matérielle, les calculs avaient de bons

fondements. Mais depuis que les services ont pris une place prépondérante, les estimations sont devenues plus aléatoires. Ce pourrait être l'une des raisons pour lesquelles certains croient pouvoir prétendre que notre productivité est en panne.

Pourtant notre économie se porte plutôt bien et il n'est pas évident que la situation se dégraderait. Le nombre des étrangers qui viennent travailler chez nous est très nettement supérieur à celui des Suisses qui font le chemin inverse. Notre niveau de vie est plutôt supérieur à celui que connaissent la plupart des autres pays développés. Notre balance commerciale est largement excédentaire (les exportations sont supérieures d'une cinquantaine de milliards de francs aux importations).

Dans ces conditions, comment expliquer que nos produits et services continuent de faire l'objet d'une demande qui ne faiblit pas, alors qu'ils sont en concurrence sur les marchés internationaux avec ceux proposés par des économies dont la productivité s'améliorerait davantage que la nôtre? Quant au taux de chômage, il demeure chez nous inférieur à celui de tous nos voisins.

Et pourtant! Une étude de [Credit Suisse](#) prévoit une diminution de l'immigration en provenance des pays voisins du fait de la reprise de la conjoncture dans l'UE. Il pourrait en résulter un recul de la consommation estimé à

quelque 500 millions de francs, et donc une baisse du PIB chiffrée entre 0,1% et 0,2%. Pas de quoi s'alarmer. Il est tout à fait normal que si un certain nombre de personnes immigrées retournent dans leur pays, elles cessent de consommer en Suisse. Ce qui se répercutera sur le PIB.

Cela étant, on voit mal en quoi cette évolution affecterait le niveau de vie des personnes habitant en Suisse, et pourquoi cette baisse du PIB devrait être en quelque sorte compensée par une productivité plus élevée. Mais il est vrai qu'au niveau statistique, le PIB de la Suisse pourrait augmenter moins rapidement que celui de nos voisins. Et on affirmera, graphiques à l'appui, que nous obtenons des résultats moins bons que nos voisins et qu'il est important de relancer notre productivité...

Pas par quatre chemins

Le terrain ainsi un peu déblayé, il devient possible de s'interroger sur les raisons qui poussent certains milieux à continuellement prétendre que la Suisse est (serait) déficiente. Le chef économiste du Seco n'y va pas par quatre chemins. Il soutient la [nécessité de réformes](#): moins de bureaucratie, davantage d'efficacité dans le domaine médical, de nouveaux accords commerciaux de libre-échange, l'ouverture des marchés pour les produits agricoles et des impôts attractifs. Nous voilà ainsi ramenés dans le droit fil de la libéralisation de l'économie en vue d'une quête

continue de croissance.

En découlera-t-il une amélioration du niveau de vie des gens? Rien n'est moins sûr si les surplus de richesses produites servent davantage les intérêts des propriétaires d'entreprises et des milieux aisés. Une étude récente du Fonds monétaire international montre, en effet, que dans la plupart des pays la part des revenus du travail dans le PIB a diminué (mais cette évolution n'est pas visible pour la Suisse).

Qu'entraîne par ailleurs cette course à la croissance qu'une amélioration de la productivité devrait permettre? Peu pour le bien-être effectif de l'immense majorité, et beaucoup pour la dégradation du milieu naturel. Il en découlera inévitablement des dépenses considérables pour tenter de sauvegarder un environnement de plus en plus dégradé à l'échelle mondiale.

Ces dépenses satisferont peut-être celles et ceux qui continuent d'avoir les yeux rivés sur les pourcentages d'augmentation annuelle du PIB. Mais cette approche et cette conception font l'impasse sur les atteintes à l'environnement consécutives à la globalisation de l'économie. Nous restons dans le quantitatif alors que c'est vers le qualitatif qu'il importe de toute urgence de s'orienter.

Le dernier rapport du WEF a probablement raison. L'avenir est dans la valorisation du capital humain, pas dans des gains chimériques de croissance et de productivité.